

Fiscalité, charges, bureaucratie... Les chefs d'entreprise mettent la pression

Gilles Boutin
et Pierre-Loeiz Thomas

À quoi reconnaît-on qu'une élection présidentielle arrive dans moins d'un an ? À la forte affluence enregistrée lors du grand raout de rentrée du Medef, organisé pour la deuxième fois dans l'enceinte du stade Roland-Garros, les 26 et 27 août. De 15 000 inscrits en 2025, la REF 2026 passe à 20 000 cette année. De quoi garnir sans difficulté les gradins du court Philippe-Chatrier, où le « patron des patrons », Patrick Martin, donnera le top départ de deux journées d'interventions, de tables rondes et de débats autour du thème central du « courage ». Alors que la crise budgétaire s'impose comme un thème incontournable de la campagne, le Medef pose cette question fondamentale : « Sommes-nous prêts à assumer les efforts nécessaires pour rester une nation libre, prospère et solidaire ? »

Du courage et des efforts, il en faudra. Croissance atone, défaillances d'entreprise en hausse, déficit de 150 milliards d'euros, dette de plus de 3 500 milliards, flambée des taux d'intérêt, charge de la dette galopante... Les défis à relever sont historiques, et les marges de manœuvre, faibles. Autant dire que les sept candidats à la présidentielle (Gabriel Attal, Raphaël Glucksmann, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Édouard Philippe, Bruno Retailleau, Marine Tondelier) qui seront interpellés sur leurs intentions par cinq dirigeants de PME en clôture de l'événement sont attendus de pied ferme, de même que les membres du gouvernement qui se succéderont pendant les deux jours.

« La REF sera une démonstration de force, et l'occasion de porter les exigences très claires, exprimées par les 66 000 entrepreneurs qui ont répondu à notre grande consultation », assure Patrick Martin au Figaro. Ce sondage OpinionWay - le plus vaste mené à ce jour auprès de chefs d'entreprise, souligne le Medef - met très clairement en exergue les difficultés auxquelles sont confron-

tées les entreprises dans leur quotidien. Le niveau des impôts et des charges est cité par 79 % des sondés, devant le poids des démarches administratives (59 %). Les changements fréquents de règles fiscales, sociales ou environnementales reviennent chez 50 % des répondants, et le manque de visibilité sur la conjoncture économique par 49 %. « Il y a trop de réglementations, pas assez simples, pas assez efficaces dans leur utilisation. Les coûts salariaux se sont envolés, l'énergie reste encore chère », s'agaçait Florent Menegaux, le patron de Michelin, lors des Rencontres économiques d'Aix, début juillet.

Pessimisme et inquiétudes

De ces inquiétudes découlent cinq attentes pour le quinquennat à venir : réduire la fiscalité et les charges, réindustrialiser le pays, simplifier les normes et les procédures administratives, réduire la dette et les dépenses publiques et, enfin, stabiliser les règles fiscales et sociales. « Il nous faudra collectivement du courage pour répondre aux défis qui sont les nôtres », commente Patrick Martin. À l'injonction adressée aux seuls politi-

ques, le président du Medef préfère officiellement en appeler à toutes les bonnes volontés. Mais le message à l'adresse du prochain exécutif, quelle que soit sa couleur politique, est le reflet d'un agacement que nombre de dirigeants assument. Même si, dans leur grande majorité, ils ont cessé d'espérer : ils sont 82 % à se déclarer pessimistes quant aux effets de la politique économique du prochain président de la République sur leur entreprise. Seuls 17 % se disent optimistes.

L'attentisme s'observe dans les investissements des entreprises françaises, qui marquent le pas au premier semestre et reculent même au deuxième trimestre. « À cause du bazar politique, on n'investit pas, on n'embauche pas. Plusieurs de nos clients nous ont dit qu'ils mettaient en attente des projets prévus au premier semestre 2027 et verraient en fonction des élections », témoigne Frédéric Bedin, président de l'agence de communication Hopsotch, implantée dans quarante pays. « Les dirigeants de plusieurs ETI que j'accompagne sont clairement inquiets pour l'avenir. Avec l'absence de stabilité politique, ils ne

peuvent pas faire de projets », confie une conseillère en stratégie. Symptôme de l'inquiétude ambiante à l'approche de l'élection présidentielle, « depuis un an et demi, les grandes entreprises sécurisent leur trésorerie pour faire face à toute incertitude », affirme Denis Le Bossé, président du Cabinet ARC, acteur majeur du recouvrement de créances bancaires et commerciales. Frédéric Belin indique aussi sentir « une inquiétude au sujet de l'arrivée au pouvoir d'un camp extrême », ajoutant que « les grands groupes géreront leurs investissements en France en fonction de la performance et de la flexibilité du marché du travail. Mais pour les ETI, c'est plus compliqué ».

Outre un avenir incertain et une géopolitique chaotique, les entreprises doivent composer avec des budgets 2025 et 2026 déjà défavorables. L'exécutif a reconduit cette année une contribution sur les bénéfices des groupes les plus importants, tout en maintenant la CVAE jusqu'en 2030 et en rendant moins accommodant le pacte Dutreil sur les transmissions d'entreprises familiales. En parallèle, il a réduit la voilure sur l'apprentissage en limitant les aides accordées. Début mai, l'annonce d'un gel des allègements de charge malgré une hausse du smic a provoqué la colère des entreprises, qui ont dénoncé un trou à venir de 2 milliards d'euros dans leurs caisses. Dans un courrier au premier ministre, toutes les fédérations patronales ont reconnu « le redressement des finances publiques comme une nécessité », mais qui ne peut « se faire en frappant le travail, la production, la création de valeur ».

« Inquisiteurs fiscaux »

Une exaspération dont s'est fait l'écho Patrick Pouyanné lors des Rencontres d'Aix, en faisant mine de se demander « comment on peut aider les entreprises plutôt que de les taxer ». Sous des applaudissements nourris, il avait alors qualifié l'administration fiscale d'« inquisiteurs fiscaux ». Dans ce registre, la surtaxe « exceptionnelle » d'IS, au rendement de 7,5 milliards d'euros, est accusée de nuire à l'économie nationale. « Les grandes entreprises se sont découragées depuis

assez longtemps, et donc elles se sont dérisées en investissant massivement à l'étranger », réagit sur ce point Nicolas Dufourcq, le directeur de la banque publique d'investissement Bpifrance.

Face à un gouvernement fragile qui s'efforce d'empêcher un nouveau dérapage budgétaire à la veille d'une présidentielle à couteaux tirés, les décideurs ne se font guère d'illusions. « Les chefs d'entreprise souhaitent voir baisser les prélèvements obligatoires, mais ils sont pragmatiques, ils ne s'attendent pas à grand-chose, analyse Denis Le Bossé. Éviter une augmentation, ce serait déjà bien. »

« On ne veut pas que les entreprises soient de nouveau prises pour des variables d'ajustement budgétaire », renchérit Frédéric Coirier, président-directeur général du Groupe Poujoulat et coprésident du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti), alors que le gouvernement finalise son projet de loi de finances 2027. « Ce sont elles qui créent de la richesse et de l'emploi », rappelle-t-il.

Sébastien Martin, ministre délégué chargé de l'Industrie, entend bien la position du patronat, qui sera le premier à entrer en scène pour un débat existentiel : « Produire ou périr. » Son collègue chargé des PME, du Commerce et du Pouvoir d'achat, Serge Papin, devra répondre à la question : « Peut-on encore parler d'effort ? » Et de la part de qui, surtout ? Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, qui a laissé entendre lundi que la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises devrait être reconduite dans le budget 2027 malgré son caractère « exceptionnel », devra s'en expliquer. Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, débattrà de l'État-providence : « La solidarité inconditionnelle, jusqu'à quand ? » - une table ronde au cours de laquelle la question des retraites ne pourra être évitée. Habitué de la REF et auteur d'un Manifeste pour une autre France, l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire dissèrtera sur « Le consensus ou le courage » en compagnie, entre autres, du PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné. ■



« La REF sera une démonstration de force, et l'occasion de porter les exigences très claires, exprimées par les 66 000 entrepreneurs qui ont répondu à notre grande consultation », assure Patrick Martin, président du Medef.

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO